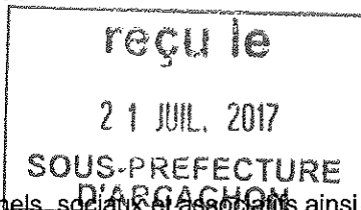


# **SYNDICAT MIXTE des PORTS du BASSIN d'ARCACHON**

## **Règlement particulier sur l'organisation des conseils portuaires**

Le présent règlement particulier est établi pour l'application de l'Article 22 du Règlement Intérieur du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon.



### **1) Principe :**

Dans chaque port maritime, les milieux professionnels, sociaux et associatifs ainsi que les collectivités territoriales et leurs groupements où sont situées les principales installations portuaires sont représentés dans un conseil portuaire, qui est consulté sur le positionnement stratégique, la prise en compte des questions environnementales et la politique de développement du port, et notamment sa politique tarifaire et foncière.

En application de l'Article R5314-23 et suivants du Code des Transports, le Syndicat Mixte est l'organisateur des conseils portuaires des ports dont il a la charge.

Il est constitué un seul Conseil Portuaire par commune, ce conseil ayant vocation à examiner la situation et la gestion des différents ports implantés sur le territoire de la commune concernée.

Le Syndicat Mixte constitue donc 5 (cinq) conseils portuaires sur chacune des communes suivantes :

- La Teste de Buch (ports de La Teste centre et de Rocher) ;
- Gujan-Mestras (ports de Meyran, de Gujan, de Larros, de Canal, de La Barbotière et de La Mole) ;
- Lanton (ports de Cassy, de Taussat-vieux port et de Fontainevieille) ;
- Andernos les Bains (ports du Bétay et port ostréicole) ;
- Arès (port ostréicole).

Le conseil portuaire peut former, à chaque renouvellement, des commissions chargées d'étudier l'exploitation, les tarifs, le développement ou toute autre question soumise au conseil.

### **2) Rôle du Conseil Portuaire :**

Conformément aux Articles R5314-21 et 22, le conseil portuaire est compétent pour émettre un avis sur les affaires du port qui intéressent les personnes morales et physiques concernées par son administration, notamment les usagers.

Le conseil portuaire est obligatoirement consulté sur les objets suivants :

- 1° La délimitation administrative du port et ses modifications ;
- 2° Le budget prévisionnel du port, les décisions de fonds de concours du concessionnaire ;
- 3° Les tarifs et conditions d'usage des outillages, les droits de port ;
- 4° Les avenants aux concessions et concessions nouvelles ;
- 5° Les projets d'opérations de travaux neufs ;
- 6° Les sous-traités d'exploitation ;
- 7° Les règlements particuliers de police.

Le conseil portuaire examine la situation du port et son évolution sur les plans économique, financier, social, technique et administratif.

Par ailleurs, le conseil portuaire est saisi pour toute modification du Schéma de Vocation Portuaire. Il procède annuellement à sa validation et aux éventuelles adaptations.

Le conseil portuaire est également saisi sur toutes demandes d'autorisations particulières, tel que prévu au niveau des règlements portuaires.

Il reçoit toutes observations jugées utiles par le gestionnaire du port ainsi que les comptes rendus d'exécution des budgets de l'exercice précédent et de l'exercice en cours.

Les statistiques disponibles portant notamment sur le trafic du port lui sont régulièrement communiquées.

### 3) Organisation des conseils portuaires :

Le fonctionnement du conseil portuaire obéit aux règles suivantes :

1° Le conseil portuaire se réunit au moins deux fois par an ; ses séances ne sont pas publiques ; toutefois, il peut entendre toute personne qu'il juge utile ;

2° Il est convoqué par son président quinze jours au moins avant la date prévue pour sa réunion. Il peut être convoqué sans condition de délai à la demande du préfet, ou d'un concessionnaire ou des deux tiers des membres du conseil ; dans ce cas, la convocation doit intervenir dans les cinq jours suivant la réception de la demande par le président.

Les questions dont l'inscription a été demandée par le préfet, l'un des concessionnaires ou la moitié des membres du conseil sont portées à l'ordre du jour.

L'ordre du jour est annexé à la convocation. Les documents correspondants sont communiqués au plus tard huit jours avant la réunion du conseil portuaire ;

3° Le conseil portuaire ne peut délibérer valablement que si deux tiers au moins de ses membres sont présents ou représentés. En l'absence dûment constatée du quorum, le conseil portuaire est à nouveau convoqué et peut délibérer valablement quel que soit le nombre des membres présents. Les avis sont pris à la majorité absolue des voix des membres présents ou représentés. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante ;

4° Un membre du conseil peut se faire représenter soit par un suppléant désigné dans les mêmes conditions et en même temps que les membres titulaires, soit, à défaut, par un autre membre du conseil appartenant à la même catégorie. Chacun ne peut recevoir qu'un seul mandat ;

5° Lorsque l'avis n'est pas émis dans un délai de deux mois à compter de la saisine du conseil, il est réputé favorable.

### 4) Composition des Conseils Portuaires :

Les Conseils Portuaires relatifs aux ports qui dépendent du Syndicat Mixte sont composés conformément à l'Article R\*5314-14 du Code des Transports. Considérant que sur chaque commune, il s'y pratique simultanément au moins deux des activités de pêche, de commerce et de plaisance, le conseil portuaire de niveau communal est composé de la manière suivante :

1° Le président du Syndicat Mixte ou son représentant, qu'il désigne parmi les membres du conseil syndical, président ;

2° Un représentant désigné en son sein par le conseil municipal, de la commune sur le territoire duquel s'étendent les différents ports ;

3° Un membre du personnel syndical appartenant aux services chargés des ports ;

Les représentants des personnels du port sont désignés par le président du conseil syndical sur proposition, s'il y a lieu, des organisations syndicales les plus représentatives des personnels concernés ;

4° Neuf membres représentant les usagers du port choisis parmi les catégories d'usagers mentionnées aux articles R 5314-25 à R 5314-27, à raison de :

➤ trois membres désignés par le président du conseil syndical,

- 1 représentant pour les industries nautiques. L'UPNBA proposera une représentation issue de son organisation ;

- 1 représentant pour les associations patrimoniales, sportives ou touristiques ;

- 1 représentant pour assurer l'équilibre de représentation au sein du conseil portuaire ;

- six membres désignés respectivement par la chambre de commerce et d'industrie, le comité département des pêches, le comité régional de la conchyliculture et le comité local des usagers permanents des installations portuaires de plaisance ;

Le président du conseil syndical détermine le nombre de sièges revenant à chaque catégorie d'usagers au titre du commerce, de la pêche et de la plaisance, compte tenu de l'importance respective de chacune de ces activités. A savoir :

- 1 représentant pour la CCIB,
- 1 représentant pour le CDPMEM,
- 3 représentants pour le CRC,
- 1 représentant pour le CLUPP,

Toutefois, la proportion de chaque catégorie peut varier en fonction de la réalité de l'occupation portuaire sur chacune des communes.

Les membres titulaires et suppléants du conseil portuaire sont nommés par arrêté du président du conseil syndical.

La durée des mandats des membres du conseil portuaire est de cinq ans.

Lorsqu'un membre titulaire décède, démissionne ou perd la qualité en raison de laquelle il était désigné, il est remplacé pour la durée du mandat restant à courir par un membre désigné dans les mêmes conditions.

Le mandat des membres du conseil portuaire est renouvelable.

Les fonctions de membre du conseil portuaire sont gratuites.

Lorsqu'un membre du conseil portuaire, autre que les représentants élus des personnels, s'abstient sans motif légitime de se rendre à trois réunions consécutives, il peut être déclaré démissionnaire par le président du syndicat mixte. Il est remplacé, pour la durée du mandat restant à courir, par un membre désigné selon les modalités prévues aux articles R. 5314-13, R. 5314-14 et R. 5314-17 du code des Transports.

##### **5) Services associés aux Conseils Portuaires :**

En raison des enjeux liés au bassin d'Arcachon, les services suivants seront systématiquement invités aux réunions des conseils portuaires :

- La DDTM de la Gironde,
- La DDPP de la Gironde,
- Le SIBA,
- Le Parc Naturel Marin du Bassin d'Arcachon.

Par ailleurs, les organismes représentatifs suivants seront informés de la tenue des différents conseils portuaires organisés par le Syndicat Mixte et recevront communication des compte-rendus de réunions :

- Le CRC Arcachon-Aquitaine pour l'ostréiculture,
- Le CDPMEM de la Gironde pour la pêche,
- L'UPNBA pour les entreprises nautiques,
- L'UNAN 33 pour la plaisance.

